

La reconversion de la main-d'œuvre Bibliographie sélective (1950-1988)

La reconversion externe de la main-d'œuvre est un phénomène en extension qui touche des secteurs de plus en plus nombreux et concerne chaque année des dizaines de milliers de salariés¹. Outre la sidérurgie, le textile et les chantiers navals, sont concernés des secteurs aussi diversifiés que l'automobile, la chimie, la construction mécanique, l'électronique, la téléphonie, l'industrie du verre ... Le tertiaire est également touché mais l'on dispose encore de peu d'informations.

La reconversion est impulsée par des recompositions en cours d'ordres divers (renouvellement de la division internationale du travail, reconfiguration des procès de production, recomposition des normes d'emploi, mouvements de substitution entre catégories de main-d'œuvre, recentrage des groupes sur le métier, etc.). Compte tenu de l'importance du nombre de licenciements économiques (366 173 licenciés économiques en 1983, 435 975 en 1985 d'après les statistiques administratives), des conflits sociaux qu'ils suscitent, de l'épuisement quantitatif et qualitatif des politiques passives de l'emploi (les pré-retraites en particulier), la reconversion s'appuie sur des dispositifs de plus en plus diversifiés (mutations, primes au départ, congés et formations de conversion, incitations à l'essaimage ...). Par-delà cette diversité,

¹ La reconversion ne constitue pas une catégorie statistique à proprement parler. Il est impossible de préciser le nombre de salariés concernés par une reconversion, outre les problèmes généraux de définition de cette reconversion. Les travaux de P. Marionni montrent que 14 000 salariés ont été concernés par les congés de conversion (loi d'août 1985) entre 1985 et 1987 et 11 485 par les conventions de conversion en 1987 (loi de décembre 1986). La même année, 4 600 salariés ont été placés en congé de formation conversion dans la sidérurgie et 1 900 dans les chantiers navals (Marionni (1988)). Toutefois, il convient de ne pas oublier que ces mesures demeurent minoritaires par rapport à d'autres, telles les primes au départ, les mutations et les licenciements "secs", sur lesquels il n'existe pas de statistiques globales précises.

ces dispositifs ont en commun de relever d'une gestion socialisée d'une transition professionnelle mêlant des moments d'activité, de formation et d'inactivité, et destinée à faire face à certains blocages du système de mobilité français dans la crise. Dans les années 80, ces dispositifs se sont d'abord constitués au niveau des branches puis, à la fois, au niveau des firmes et de l'interprofessionnel. La loi étend le champ des bénéficiaires potentiels des mesures institutionnelles de transition mais tente, en même temps, de restreindre la durée de la période de transition par rapport aux dispositifs initiaux (notamment de la sidérurgie). Le poids de la négociation dans la construction de ces dispositifs tend à s'étendre au moment même où se développe la crise du syndicalisme.

Compte tenu de ses enjeux et des productions institutionnelles qu'elle génère, la reconversion suscite de nombreux discours, questionnements sociaux et productions scientifiques. Il existe ainsi toute une série de textes traitant de la reconversion de la main-d'œuvre, émanant de sources diverses (pouvoirs publics, patronat, syndicats de salariés, organismes de formation, sociétés de consultants, équipes de recherche) mais demeurant, pour une partie non négligeable, à l'état de "littérature grise". Dans le champ des sciences sociales, l'économie, la sociologie, le droit et les sciences de l'éducation se sont tous penchés à un moment ou à un autre et selon des paradigmes différents sur cette question. Mais, de façon surprenante, ces documents n'ont pas encore fait l'objet d'un rassemblement et d'un essai de traitement synthétique.

La bibliographie sélective présentée ici constitue la première étape d'une tentative destinée à

comblent cette lacune². Elle doit fournir à chaque lecteur désireux d'aborder par la reconversion l'une des voies de recombinaison des modes de gestion de la main-d'œuvre et du salariat le moyen de repérer par la suite les principaux questionnements et avancées théoriques et empiriques concernant ce domaine.

Cette bibliographie couvre la période 1950-1988. Certes, les travaux sur ce thème se sont surtout développés à partir des années 70. Mais les "trente glorieuses" ont camouflé quelque peu l'existence d'opérations massives de reconversion qui ont pourtant donné lieu à production de dispositifs originaux de gestion de la mobilité et à d'importants travaux sociologiques (dans la chapellerie, l'industrie minière, les forges ou les chantiers navals). Ce recul permet par ailleurs de repérer les glissements entre des opérations et des analyses menées dans un contexte de crises localisées et de pénurie générale de main-d'œuvre, et d'autres menées dans un contexte de crise généralisée et sur la base de nouveaux paradigmes (auparavant paradigmes du marché et du changement; dorénavant paradigmes de la demande de travail et de la socialisation). Les modèles d'organisation de la reconversion changent selon les périodes, la demande sociale et les moyens mis en œuvre pour y répondre également.

Deux précisions s'imposent. Cette bibliographie ne concerne que la reconversion externe de la main-d'œuvre entendue au sens global d'organisation de l'extériorisation de fractions importantes du personnel d'une entreprise ou d'une branche. Par ailleurs, on constatera que la plupart des écrits sur ce champ concernent des opérations menées dans des industries lourdes: opérations de grande envergure, menées sur plusieurs années, dans un contexte de luttes sociales vigoureuses, bouleversant généralement un équilibre local constitué de longue date, faisant appel à des interventions inter-institutionnelles.

² Ce travail s'inscrit dans une recherche pluri-disciplinaire associant sociologues, juristes, économistes et spécialistes des sciences de l'éducation. Son objet est l'analyse des transformations des logiques sous-tendant les politiques publiques et privées de reconversion de la main-d'œuvre ainsi que des problématiques mises en œuvre par les diverses disciplines des sciences sociales pour traiter de la reconversion depuis les années 50 en France. Cette recherche a été financée par le Programme mobilisateur Technologie-Emploi-Travail du ministère de la Recherche.

Villeval M.-C., Enclos P., Marraud C., Chassey F. de, Dupuis P.-A., Fath G., Higele P. (1989).— *La reconversion de la main-d'œuvre : bilan des problématiques (1950-1989)*, Université de Nancy II, Nancy; ministère de la Recherche, Paris, 232 p. Synthèse de ce rapport collectif: Villeval M.-C. (1989).— *La reconversion de la main-d'œuvre — Réflexions autour d'un analyseur des recombinaisons du travail et de l'emploi*, GREE, Nancy, 52 p.

Les documents sont présentés selon un classement thématique à l'intérieur duquel est opéré un rangement chronologique. Au sein de ce dernier, les textes sont classés selon l'ordre alphabétique de leurs auteurs.

LE DROIT DE LA RECONVERSION

On peut remarquer, quant aux sources du droit, que la reconversion de la main-d'œuvre a, dès les années 50, donné lieu à une production juridique. Mais celle-ci se développe surtout au cours des années 70 et 80. Les textes étatiques relèvent à la fois du droit du travail et du droit de la formation (cf. infra). Les accords conventionnels publiés concernant la reconversion sont assez nombreux mais émanent essentiellement des secteurs traditionnels (cf. infra).

Quant aux juristes, s'ils sont, bien sûr, associés à la production de ces normes et règles, leurs recherches n'abordent souvent la reconversion que de façon parcellaire et indirecte: sous l'angle des congés, contrats et conventions de conversion (cf. p. 85), des relations professionnelles, de la rupture du contrat de travail (cf. p. 85). Plus récemment, l'approche devient toutefois moins positiviste et plus directe, permettant d'ébaucher une problématique spécifiquement juridique de la reconversion. Cette dernière s'analyse aujourd'hui comme une véritable situation juridique, voire se présente comme un droit objectif, une obligation nouvelle inhérente au contrat de travail; initiée par A. Lyon-Caen, la réflexion juridique centrée sur la reconversion doit encore se développer.

LES SOURCES

Les principaux textes étatiques

(1954).— Décret n°54-951 du 14.09.1954 tendant à faciliter l'adaptation de l'industrie, le reclassement de la main-d'œuvre et la décentralisation industrielle. JO du 23.09.1954.

(1955).— Décret n°55-874 du 30.06.1955 relatif à la garantie de l'État, aux bonifications d'intérêts en matière de conversion de l'industrie, de décentralisation industrielle et de développement régional et au reclassement de la main-d'œuvre. JO du 02.07.1955.

(1963).— Loi n°63-1240 du 18.12.1963 relative au Fonds national de l'Emploi. JO du 20.12.1963.

(1971).— Loi n°71-575 du 16.07.1971 portant organisation de la formation professionnelle

continue dans le cadre de l'éducation permanente. JO du 17.07.1971.

(1978).— Loi n°78-754 du 17.07.1978 modifiant certaines dispositions du livre IX du Code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle. JO du 18.07.1978.

(1985).— Loi n°85-832 du 5.08.1985 relative aux congés de conversion. JO du 06.08.1985.

(1986).— Loi n°86-1320 du 30.12.1986 relative aux procédures de licenciement (instaurant les conventions de conversion). JO du 31.12.1986.

(1987).— Décret n°87-132 du 27.02.1987, portant application de l'article L 322-3 du Code du travail, concernant le financement d'allocations publiques aux salariés ayant adhéré à une convention de conversion. JO du 28.02.1987.

(1987).— Décret n°87-710 du 28.8.1987, portant application de l'article L 321-5 du Code du travail, concernant le financement des actions de formation dans le cadre des conventions de conversion. JO du 29.08.1987.

(1988).— Décret n°88-34 du 12.01.1988 instituant une convention du Fonds national de l'Emploi pour l'aide à la mobilité géographique. JO du 14.01.1988.

(1988).— Circulaire CDE n°88-24 du 18.03.1988 d'application du nouveau régime des conventions de conversion, in **Liaisons Sociales**, D4, n°6097 du 16.05.1988 (non parue au JO).

(1989).— Projet de loi relatif aux licenciements économiques adopté par l'Assemblée nationale le 26.05.1989 généralisant à toutes les entreprises l'obligation pour l'employeur de dégager les moyens nécessaires à la mise en œuvre de conventions de conversion.

Les principaux textes conventionnels diffusés

(1963).— Accords dits "de la Table Ronde" — Industries minières de Lorraine (entente tacite).— Analyse dans Sellier F. (1970), "L'évolution des négociations collectives dans la sidérurgie et la métallurgie en France (1950-1969)", in **Droit Social**, n°9-10, pp. 431-449.

(1967).— Convention de protection sociale de la sidérurgie de l'Est du 17.07.1967. **Liaisons Sociales**, C2, n° 3254 du 3.08.1967.

(1967).— Protocole d'accord des Charbonnages sur la reconversion des mineurs du 16.01.1967.

(1969).— Accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi du 10.02.1969 (cf. avenant du 21.11.1974, infra).

(1970).— Accord national interprofessionnel sur la formation et le perfectionnement professionnel du 9.07.1970.

(1973).— Protocole d'accord des Charbonnages sur la reconversion des mineurs du 13.11.1973.

(1974).— Avenant du 21.11.1974 à l'Accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi du 10.02.1969, in **Droit Social**, 1975, p. S21.

(1977).— Protocole d'accord des Charbonnages sur la reconversion des mineurs du 9.07.1977.

(1977).— Convention générale de protection sociale pour le personnel des entreprises sidérurgiques concernées par les restructurations du 3.06.1977. Publication du GESIM (Groupement des industries sidérurgiques et minières).

(1979).— Nouvelle Convention générale de protection sociale pour le personnel des entreprises sidérurgiques concernées par les restructurations du 24.07.1979, reconduite le 24.07.1982. **Liaisons Sociales**, C2, n° 4791 du 17.08.1979.

(1979).— Convention annexe ingénieurs et cadres de la Convention générale de protection sociale du 24.07.1979, accord du 11.10.1979. **Liaisons Sociales**, C2, n° 4823 du 5.11.1979.

(1984).— Nouvelle Convention générale de protection sociale pour le personnel des entreprises sidérurgiques concernées par les restructurations du 24.07.1984. **Liaisons Sociales**, C2, n° 5522 du 9.08.1984.

(1984).— Protocole de protection sociale des salariés de Creusot-Loire du 18.10.1984. **Liaisons Sociales**, C3, n° 5567 du 21.11.1984.

(1984).— Protocole d'accord du 9.11.1984 relatif à la mise en œuvre dans la construction et la réparation navales des conventions de conversion et avenant du 29.07.1986. **Liaisons Sociales**, C2, n° 5566 du 21.11.1984.

(1986).— Accord national interprofessionnel sur l'emploi du 20.10.1986. **Liaisons Sociales**, D2, n° 5859 du 28.10.1986.

(1987).— Convention du 6.01.1987 relative à l'assurance conversion. **Liaisons Sociales**, D2, n° 5900 du 28.01.1987.

(1987).— Convention État-AGCC-UNEDIC du 12.02.1987 relative aux conventions de conversion. **Liaisons Sociales**, D4, n° 5928 du 11.03.1987.

(1987).— Convention générale de protection sociale pour le personnel des entreprises sidérurgiques concernées par les restructurations du 16.07.1987 et avenant ingénieurs et cadres du 23.12.1987. **Liaisons Sociales**, C2, n° 5987 du 12.08.1987.

(1988).— Convention du 26.02.1988 relative à l'assurance conversion. **Liaisons Sociales**, D4, n° 6088 du 21.04.1988.

(1988).— Avenant du 12.04.1988 aux accords nationaux interprofessionnels du 10.02.1969 et du 20.10.1986, améliorant le système des conventions de conversion. **Action Juridique**, n° 70, 1988, p. 17.

LES DISPOSITIFS ET LEUR ANALYSE

Congés, contrats, conventions de conversion

Louet R. (1972).— "Un nouveau droit, celui du travailleur en mutation ou en formation", in **Droit Social**, n°4-5, pp. 109-112.

Luttringer J.-M., Nallet J.-F. (1975).— "Licenciement et formation : le recours à la formation pour les salariés privés d'emploi", in **Droit Social**, n°6 (n° spécial), pp. 99-105.

Hocquet J.-Y. (1985).— "Les conventions du Fonds national de l'Emploi", in **Droit Social**, n°10, pp. 651-659.

Lyon-Caen A. (1985).— "Analyse juridique des congés de conversion", in **Droit Social**, n°9-10, pp. 660-671.

Savatier J. (1985).— "La nature des congés de conversion et leurs effets sur l'électorat dans l'entreprise", in **Droit Social**, n°4, pp. 256-266.

Van Lerberghe R.-M. (1985).— "Le nouveau dispositif des congés de conversion", in **Droit Social**, n°9-10, pp. 672-678.

Domergue J.-P. (1987).— "La convention de conversion", in **Droit Social**, n°3, pp. 250-258.

Luttringer J.-M. (1987).— "Formation et reclassement", in **Droit Social**, n°3, pp. 234-240.

Lyon-Caen A. (1987).— "La reconversion : nouvelles orientations", in **Droit Social**, n°3, pp. 241-249.

Rougler F. (1987).— "La rupture du contrat de travail dans les nouvelles conventions de conversion", in **Droit Ouvrier**, pp. 207-211.

Kerschen N., Kessler F., Legrand M., Teyssier F. (1989).— **Les statuts juridiques intermédiaires**, note ronéotée, 12 p.

Autres mesures d'accompagnement des suppressions d'emploi

Reynaud J.-D. (1969).— "La convention sociale de la sidérurgie lorraine", in **Droit Social**, n°4, pp. 219-227.

Thomas C., Balmay V. (1969).— "Le Fonds national pour l'Emploi", in **Droit Social**, n°12, pp. 575-585.

Sellier F. (1970).— "Évolution des négociations collectives dans la sidérurgie et la métallurgie en France (1950-1969)", in **Droit Social**, n° 9-10, pp. 431-449.

Pochard M. (1974).— "Sécurité de l'emploi et mutations industrielles", in **Droit Social**, n°1, pp. 1-9.

Naude F., Benoit A. (1975).— "Licenciements collectifs et sécurité de l'emploi", in **Droit Social**, n°6 (n° spécial), pp. 41-52.

Saint-Jours Y. (1977).— "La protection contre les licenciements et la mobilité professionnelle en Europe occidentale", in **Revue Française des Affaires Sociales**, n°4, pp. 7-24.

Rettenbach B. (1979).— "Diversité des formes juridiques de travail et restructuration des entreprises", in **Travail et Emploi**, n°1, pp. 23-28.

Liaisons sociales (1984).— Rapport sur la protection sociale dans la sidérurgie, in **Liaisons Sociales-Documents**, n° 16/84, pp. 1-5.

Verdier E. (1984).— "Droit et changement social : du droit du travail à un droit de l'emploi ?", in **Les conditions sociales du changement technique et de la mutation industrielle**, CGP, Paris, pp. 1-27.

Droit social (1985).— Les alternatives aux licenciements, in **Droit Social**, n° 9/10 (n° spécial).

Georges M. (1985).— "Les aides à l'emploi. Les aides à la réinsertion et au reclassement professionnel", in **Liaisons Sociales**, n° spécial 9496, pp. 109-116.

Droit social (1987).— Le nouveau droit des licenciements pour motif économique, in **Droit Social**, n° 3 (n° spécial).

Moran M.-F. (1987).— "Mesures d'accompagnement d'un projet de licenciement", in **Liaisons Sociales**, n° spécial 10008, pp. 25-34.

Droit social (1989).— Les restructurations, in **Droit Social**, n°1 (n° spécial).

POLITIQUE DE RECONVERSION ET MOBILITÉ DES SALARIÉS

Avant la généralisation de la crise, les politiques publiques et privées de reconversion font surtout l'objet de simples descriptions par leurs acteurs. Avec la crise, le développement du paradigme de la demande de travail, notamment en économie, conduit les chercheurs à replacer les politiques de reconversion dans le cadre plus général du système français de mobilité, des politiques d'emploi des entreprises, des stratégies industrielles de ces dernières et des conflits sociaux qu'elles génèrent. L'une des questions centrales qui se pose aujourd'hui est de savoir si les recompositions des normes d'emploi par les entreprises vont passer plus par la voie des reconversions internes ou des reconversions externes (cf. infra).

Dans le premier temps, en effet, les chercheurs se focalisent davantage sur les explications des résistances des salariés au changement et aux mobilités, en particulier sous l'influence du paradigme du changement en sociologie et de la demande sociale (la recherche des obstacles à l'expansion et des causes des problèmes psychologiques posés aux salariés par la conversion des entreprises) (cf. p. 87).

Enfin, si avant la généralisation de la crise la question du devenir des salariés en reconversion donne seulement lieu à un suivi administratif, elle devient un objet de recherche au cours de la crise. S'inspirant notamment des théories de la segmentation du marché du travail, de la régulation ou bien encore de la socialisation, les recherches montrent la sélectivité des filières de reconversion, la combinaison des facteurs individuels et institutionnels dans le devenir des salariés, l'impact de la reconversion dans les bouleversements du rapport salarial. La question du rôle de la formation dans le transfert ou le réaménagement des qualifications donne lieu à de nombreux écrits (cf. p. 87).

POLITIQUES PUBLIQUES ET PRIVÉES DE RECONVERSION

Fourastié J. (1961).— "Évolution des activités économiques et des qualifications professionnelles", in **Travail Social**, n° spécial, pp. 28-33.

Rueff J. (1961).— "Exposé introductif aux journées d'études sur la reconversion de la Fédération française des Travailleurs sociaux", in **Travail Social**, n° spécial, pp. 7-11.

Cassou J. (1965).— "Les problèmes de la reconversion du personnel des forges de l'Adour. Usine du Boucau-Tarnos de la Compagnie des aciéries et forges de la Loire", in **Revue Française du Travail**, pp. 71-79.

Thomas C. (1971).— La conversion des forges d'Hennebont, in **Droit Social**, n° 2, pp. 90-101.

Convert B., Jakubowski P., Pinet M. (1976).— **Mobilité et processus de mutation : le cas du bassin minier Nord-Pas-de-Calais**, ATP Socio-économie des transports, 101 p.

Sidhom M. (1979).— "Comment "dégraisser" sans CRS : sept recettes pour réduire l'emploi en limitant la casse", in **L'Expansion** (avril), pp. 148-153.

Soulaye B. (1980).— **Stratégies industrielles et sociales des groupes français**, IREP, Grenoble, 633 p.

Freyssinet J. (1982).— **Politique d'emploi des grands groupes français**, PUG, Grenoble, 185 p.

Chauchard J.-L. (1985).— **Restructuration et plan social**, Éditions d'Organisation, Paris, 197 p.

Gizard X. (1985).— "Les enjeux des conversions", in **Regards sur l'actualité**, n° 108, pp. 13-26.

Vielcanet F. (1985).— Les reclassements silencieux, in **Liaisons Sociales Mensuel**, n° 1, pp. 64-75.

Villeval M.-C., Méhaut Ph. (1986).— "Les congés de formation-conversion et la gestion des mobilités : une étude de cas dans la sidérurgie", in **Formation Emploi**, n° 16, pp. 59-69.

Brygoo A., Brun F. (1987).— **Étude sur les salariés en conversion dans les chantiers navals — La Seyne sur Mer, Dunkerque**, ANPE, Centre d'études de l'emploi, Paris, 157 p.

Burdillat M. (1987).— "La reconversion des salariés : éléments exploratoires", in **GIP Mutations Industrielles**, n° 5, pp. 1-48.

Cabinet du préfet délégué au redéploiement industriel en Lorraine (1987).— **Bilan lorrain de trois années de conversion**, Préfecture de la région Lorraine, Metz, 167 p. + 1 vol. d'ann.

Gallon E., Guillot C., Martin J., Tomasi A. (1987).— **Les congés-conversion aux chantiers navals de La Seyne : stratégies institutionnelles, stratégies individuelles et transférabilité des qualifications**, CIMERSS, Aix-en-Provence, 128 p. + ann.

Marioni P. (1987).— "Les congés de conversion", in **Dossiers Statistiques du Travail et de l'Emploi**, n° 34-35, pp. 107-114.

Outin J.-L., Silvera R. (1987).— **Stratégie des acteurs et pôles de reconversion. Le Creusot, Montceau-les-Mines**, 2 tomes, Séminaire d'Économie du Travail, Paris, 137 p. + 259 p.

Villeval M.-C. (1987).— "Crise de la sidérurgie et reconversion des salariés", in **Les Annales de la Recherche Urbaine**, n° 35/36, pp. 21-30.

Ardenti R., Vrain P. (1988).— **Les restructurations dans les grandes entreprises : politiques de recomposition de la main-d'œuvre et plans sociaux d'accompagnement des suppressions d'emplois**, Centre d'études de l'emploi, Paris, 257 p.

Chaskiel P., Villeval M.-C. (1988).— **Pompey : crise, fermeture, reconversion**, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 165 p.

Formation-développement (1988).— Formation-reconversion : des expériences réussies, **Formation-Développement**, n° spécial 78, 54 p.

Le Guern J.-P. (1988).— "Automobile : le dégraissage continue", in **L'Usine Nouvelle**, n° 9.

Mainsant-Orhand M. (1988).— **Les conventions de conversion**, Direction régionale du Travail et de l'Emploi d'Île-de-France, Paris, 45 p.

Marioni P. (1988).— "Les dispositifs de conversion", in **Dossiers statistiques du travail et de l'emploi**, n° 43-44, pp. 65-72.

Outin J.-L., Silvera R. (1988).— "Restructurations industrielles et émergence de nouvelles formes de régulation du marché du travail", in **Les stratégies d'entreprise face aux ressources humaines. L'après-taylorisme** (Stankiewicz éd.), Economica, Paris, pp. 211-222.

Villeval M.-C. (1988).— "Fermeture d'entreprise et gestion de la mobilité de la force de travail", in **Les stratégies d'entreprise face aux ressources humaines. L'après-taylorisme** (Stankiewicz éd.), Economica, Paris, pp. 201-210.

Actualités de la formation permanente (1989).— "Le point de vue des partenaires sociaux", in **Actualités de la formation permanente**, n° 98, pp. 85-93.

CHANGEMENTS ET RÉSISTANCE AUX CHANGEMENTS

Girard A. (1956).— "Développement économique et mobilité des travailleurs", in **Population**, n° 11-12, pp. 329-333.

Goreux L.-M. (1956).— "Les migrations agricoles en France depuis un siècle et leur relation avec certains facteurs économiques", in **Études et Conjonctures**, n° 4.

Girard A., Cornuau P. (1957).— "Les attitudes des mineurs. Languedoc-Roussillon", in **Économie et Population**, Travaux et Documents, n° 30.

Moscovici S. (1959).— "La résistance à la mobilité géographique dans les expériences de reconversion", in **Sociologie du Travail**, n° 1, pp. 24-36.

Moscovici S. (1961).— **Reconversion industrielle et changements sociaux**, Armand Colin, Paris, 261 p.

Barbichon G., Moscovici S. (1962).— **Modernisation des mines. Conversion des mineurs. Étude sur les conséquences psychologiques et sociales de la modernisation dans les Charbonnages du Centre-Midi**, ministère du Travail, Paris, 227 p.

Revue de l'action populaire (1965).— Les hommes devant les conversions industrielles, in **Revue de l'Action Populaire**, n° spécial.

Bodin R. (1972).— **Alès-Reconversion industrielle et emploi**, ERE, Marseille, 116 p.

Cornu R., Picon B. (1975).— **Analyse contextuelle de la mobilité : mineurs cévenols et provençaux face à la crise des charbonnages**, LEST, Aix-en-Provence.

Cohen P., Sigaud D. (1985).— "L'apprentissage de la mobilité", in **L'Usine Nouvelle**, n° 10, pp. 42-47.

Chassey F. de, Gaffet A., Humbert C. et alii (1987).— **Crise et reconversion au niveau local : le cas du site sidérurgique de Neuves-Maisons**, Laboratoire de sociologie du travail, Nancy, 498 p.

LES TRAJECTOIRES DE RECLASSEMENT

Ministère des Affaires sociales (1967).— **Le reclassement des mineurs de fer licenciés de 1962 à 1966 en Meurthe-et-Moselle**, ministère des Affaires sociales, Paris, 5 vol.

Échelon régional de l'emploi de Lille (1968).— **Le reclassement du personnel licencié par les suppressions d'emploi dans l'industrie minière de la région Nord en 1967**, ERE, Lille, 45 p.

Échelon régional de l'emploi de Nancy (1970).— **La conversion de la main-d'œuvre textile vosgienne (1965-1968)**, 3 tomes, ERE, Nancy, 112 p. + 123 p. + 196 p. + ann.

Humilière M. (1973).— **La reconversion de la population agricole active dans le département du Lot entre 1967 et 1970**, Service régional des statistiques agricoles Midi-Pyrénées, Toulouse.

Almeras I. d' (1974).— **Les problèmes de reclassement des travailleurs licenciés en 1971-1972 dans l'imprimerie en région parisienne**, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population, Paris, 72 p.

Durel G., Ganne B., Motte D., Puel H. (1980).— **Licenciements collectifs et reclassements. Études de cas à Valence**, Économie et Humanisme, GLYSI, Lyon, 312 p. + ann.

Ganne B., Motte D. (1982).— "Chômage et filières sociales de reclassement", in **L'emploi : enjeux économiques et sociaux**, colloque de Dourdan, Maspéro, Paris, pp. 274-284.

Giron B., Mayère A. (1982).— **Reconversion industrielle et emploi. Pratiques de reconversion dans le bassin de Rive de Gier** (BSN 1977/Creusot-Loire 1979), ministère du Travail, Service des Études et de la Statistique, Paris.

Bercot R., Bonnafos G. de (1984).— **Les acquis professionnels dans la sidérurgie et leur transférabilité. L'exemple de l'aciérie de Longwy**, doc. ronéoté, CEREQ, Paris, 168 p.

Kirsch E. (1984).— **Mobilité passée et mobilité potentielle dans la sidérurgie**, doc. ronéoté, CEREQ, Paris, 82 p.

Ball N. (1986).— "La reconversion de la main-d'œuvre du secteur militaire dans les pays industriels", in **Revue internationale du Travail**, vol. 125, n° 4, pp. 443-465.

ANPE (1988).— **Étude des plans sociaux des entreprises en restructuration et les congés de conversion — Étude d'une population de licenciés économiques**, ANPE, Issy-Les-Moulineaux, 58 p.

CREFAC (1988).— "Proposition d'une typologie des comportements de conversion des salariés du bassin d'emploi de Dunkerque", in **Formation Développement**, n° 78, pp. 43-47.

Legrand M., Paul-Cavallier M. (1988).— **La reconversion par la formation : le cas des sidérurgistes peu qualifiés**, LSCI, IFRAS, Paris, 168 p.

Outin J.-L., Silvera R., Perrier-Cornet F. (1988).— "Que sont devenus les non-repris de Creusot-Loire ?", Supplément au **Bulletin Régional d'Information Travail et Emploi**, n° 101, 42 p.

Villeval M.-C., Chassey F. de (1988).— **Reconversion de la main-d'œuvre et recomposition des rapports à l'emploi**, Rapport intermédiaire, Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi, Laboratoire de sociologie du travail, Nancy, 60 p.

RECONVERSION ET FORMATION

Les formations de conversion ne sont pas une innovation de la crise actuelle. Dans la phase de crises localisées, insérées dans un contexte global de croissance, coexistent deux modèles d'organisation de la reconversion faisant appel à la formation : le "modèle AFPA", basé sur les conventions de formation du FNE, et les actions collectives de formation. Ces dernières — tentant de réconcilier milieu ouvrier sous-scolarisé et formation — reposent sur la volonté de permettre l'accès collectif de l'ensemble de la population des zones en recomposition (salariés, jeunes, femmes inactives, chômeurs) à la formation et une implication forte du milieu dans la construction des actions. Ces actions sont volontairement construites en dehors de tout aménagement de la liaison formation-emploi. Dans la période de crise généralisée s'impose le "modèle" des congés de formation, individualisés, axés sur le réaccès à l'emploi et s'intégrant dans l'organisation socialisée d'une transition professionnelle. Des conceptions très différentes sous-tendent ces modèles (cf. infra).

Le public des formations de conversion a des caractéristiques différentes selon les périodes (accroissement progressif de la part des chômeurs dans les actions collectives par exemple). Avec le développement de la crise de l'emploi, de la sélectivité sur le marché du travail et la baisse de la mobilité volontaire, les politiques mettent elles-mêmes l'accent sur des populations différentes au fil du temps (les bas niveaux de qualification aujourd'hui) (cf. p. 89).

Les objectifs fixés à ces formations et les réflexions sur l'apprentissage cognitif conduisent à mettre en œuvre des dispositifs pédagogiques également diversifiés dont on cherche à mesurer les effets sur divers plans (retombées culturelles, effets professionnels...) (cf. p. 90).

LES CONCEPTIONS DE LA FORMATION

Simon F. (1961).— "Formation professionnelle des adultes et reconversion de la main-d'œuvre", in **Travail Social**, n° spécial, pp. 46-52.

Centre universitaire de coopération économique et sociale (1964 à 1970).— **Rapports annuels d'activité**, décrivant le rôle du CUCES dans l'organisation des actions collectives de formation dans les mines de fer lorraines et les HBL, CUCES, Nancy.

Lesne M., Charriaux M., Guigou J., Hautenaue J., Meignant M. (1966).— **Contribution à une recherche sur la formation des adultes. Trois études sur les conversions professionnelles**, CUCES, Nancy, 317 p. + ann.

Lesne M., Collon C., Oeonomo C. (1969).— **Changement socioprofessionnel et formation : étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey**, ACUCES, Nancy, 155 p. + ann.

Elie A. (1969).— "Action de formation dans le bassin ferrifère", in **Éducation Permanente**, n° 1, pp. 89-102.

Lesne M., Collon C., Oeonomo C. (1969).— **Changement professionnel et formation. Étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey**, ACUCES, Nancy.

Schwartz B. (1973).— **L'éducation demain**, Aubier-Montaigne, Paris, pp. 117 et suiv.

Testanière J. (1975).— **Étude du rôle de la formation professionnelle continue dans la reconversion du personnel ouvrier des houillères nationales du bassin Nord-Pas-de-Calais**, CORDES, Paris, 183 p.

Dubar C., Feutrie M., Mlekuz G. (1976).— **Études sur la formation collective de Sallaumines-Noyelles-sous-Lens**, 3 tomes, CUEPP, Institut de Sociologie, Lille.

Loubière J.-C. (1976).— "Prise en compte des demandes dans une action de formation collective", in **Éducation Permanente**, n° 35, pp. 51-90.

Contradictions (1979).— "Éducation permanente et actions collectives", in **Contradictions**, n° 21 (n° spécial).

Mlekuz G. (1979).— "Milieu ouvrier et formation professionnelle, une action collective de formation en milieu minier", in **Pour**, n° 65, pp. 78-83.

Murcier J.-P. (1980).— "L'orientation et la reconversion des adultes", in **Avis et rapports du Conseil économique et social**, n° 18.

Thierry D. (1981).— "La formation à l'épreuve des reconversions collectives du personnel dans les entreprises", in **Éducation Permanente**, n° 58, pp. 2-12.

Attané C. (1984).— "Les syndicats face à la restructuration", in **Formation**, n° 42, pp. 20-25.

Brouat J.-P., Perrin M.-T. (1985).— **Culture ouvrière, culture locale et formation permanente : le cas d'Alès**, Coop Recherche, Montpellier, 22 p.

Gauthier N. (1985).— "Reconvertir mais à quoi et comment?", in **Le Monde de l'Éducation**, n° 117, pp. 123-127.

Brouat J.-P. (1986).— Formation professionnelle et culture ouvrière, in **CFDT Aujourd'hui**, n° 82, pp. 39-48.

Deck J.-P. (1986).— **La reconversion, c'est possible : le cas de Creusot-Loire**, ERES, Toulouse, 174 p.

Villeval M.-C., Méhaut Ph. (1986).— "Les congés de formation de conversion et la gestion des mobilités : une étude de cas dans la sidérurgie", in **Formation Emploi**, n° 16, pp. 59-69.

Burguière E. (1987).— "L'école de Nancy de 1957 à 1972", in **Contrats et éducation. La pédagogie du contrat. Le contrat en éducation**, L'Harmattan, INRP, Paris, pp. 65-93.

Pailhous J., Vergnaud G. (1989).— **Adultes en reconversion — Faible qualification, insuffisance de la formation ou difficultés d'apprentissage ?** (préf. de H. Curien), La Documentation Française, Paris, 102 p.

LE PUBLIC ET LES FORMATEURS

CUCES (1968 à 1971).— **Rapports annuels d'activité** (présentant les actions collectives de formation), Centre universitaire de coopération économique et sociale, Nancy.

Dubar C., Evrad S. (1973).— Recherches sur quelques facteurs sociaux des motivations à la formation collective d'adultes, in **Éducation Permanente**, n° 17, pp. 5-27.

Orr B., Rippol R., Mangin O. (1973).— **Les actions de formation collective**, ADEP, Paris, 3 vol.

Feutrie M. (1977).— **La demande de formation en milieu ouvrier : l'action de formation collective de Sallaumines-Noyelles**, Université de Paris V, Thèse de 3^e cycle en sociologie, Paris.

Dubar C. (1979).— **Les besoins de formation continue dans un contexte de crise économique : une analyse de la formation collective à Roubaix-Tourcoing**, LASTREE, Lille, 125 p.

Feutrie M. (1979).— **Le public des actions collectives de formation dans la région Nord-Pas-de-Calais**, ORICEP, Lille.

Hedoux J. (1980).— **Non-publics, publics de la formation d'adultes. L'accès à l'ACF de Sallaumines-Noyelles-sous-Lens**, Université de Lille, Thèse de 3^e cycle en sciences de l'éducation, Lille.

Kaddouri M. (1985).— "Technologie, chômage, formation: le cas des ouvriers immigrés de l'automobile", in **Éducation Permanente**, n° 81, pp. 69-84.

Bolzinger A.-M., Dehass A. (1986).— "La formation-conversion des sidérurgistes: une étude de cas sur Pompey-Neuves-Maisons", in **Économie Lorraine**, n° 50.

Legrand M., Paul-Cavallier M. (1988).— **Formation-conversion de sidérurgistes de bas niveau en Lorraine**, LSCI-IFRAS, Paris, 126 p.

MISE EN PLACE ET EFFETS DU DISPOSITIF PÉDAGOGIQUE

Caron P. (1961).— "Pédagogie de l'apprentissage face à la reconversion", in **Travail Social**, pp. 95-110.

CUCES (1966 à 1972) puis ACUCES (1976 à 1978).— **Rapports annuels d'activité**, CUCES, ACUCES, Nancy.

Dubar C. (1979).— Les retombées culturelles d'une action collective de formation, in **Éducation Permanente**, n° 48, pp. 73-86.

Dubar C. (1982).— "Formation continue et effets sur l'emploi: comparaison de deux actions de formation collective dans le Nord-Pas-de-Calais", in **L'emploi: enjeux économiques et sociaux**, colloque de Dourdan, Maspero, Paris, pp. 230-240.

Barreau G., Labrousse A. (1984).— "La formation des travailleurs immigrés dont l'emploi est menacé ou supprimé", in **Actualité de la Formation Permanente**, n° 71, pp. 79-86.

Noval J.-P. (1985).— La formation des licenciés de Talbot, in **Travail**, n° 7, pp. 24-25.

Delale H. (1986).— **L'AFPA Lorraine, un "convertisseur" au service de la sidérurgie**, AFPA, Metz, 44 p.

Higelé P. (1987).— "Les activités de remédiation cognitive d'inspiration piagétienne", in **Éducation Permanente**, n° 88-89, pp. 123-127.

Lallemant T., Gérard I. (1987).— "Un outil pour l'émergence du projet professionnel", in **Éducation Permanente**, n° 88/89, pp. 195-213.

Meunier J.-C. (1987).— "Théorie de la médiation et didactique du programme d'enrichissement instrumental", in **Éducation Permanente**, n° 88/89, pp. 165-174.

Aballéa F., Auclair E., Lepage J., Rose P. (1988).— **Le reclassement des ouvriers de la téléphonie dans le Trégor. Recherche méthodique sur l'évaluation**, CGP, FORS, Paris, 196 p.

RECONVERSION DES SALARIÉS ET RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Les travaux répertoriés ici se centrent sur la conversion industrielle mais ils abordent également les changements sociaux qu'elle génère (effets de destructuration sociale ou de recomposition des modes de gestion de la main-d'œuvre) ou sur lesquels elle s'appuie (les conditions sociales du changement technique par exemple) (cf. infra).

De même que l'on peut constater un glissement politique dans la terminologie (de la reconversion au redéveloppement), tout en courant des travaux sur la reconversion s'appuie sur des approches territorialisées et analyse les liens entre opérations de reconversion de la main-d'œuvre et redéveloppement local. Certaines des politiques menées en ce domaine sont construites sur une base locale. Le désengagement des grandes entreprises et les aides à la réindustrialisation des espaces en crise, en incitant à l'implantation de nouvelles entreprises pratiquant un mode différent de gestion de la main-d'œuvre (par rapport aux grandes entreprises), contribuent à l'attaque du mode antérieur de régulation de ces espaces et à l'apparition des germes de nouveaux modes de régulation (cf. p. 91).

CONVERSION INDUSTRIELLE ET RECONVERSION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Convert B., Pinet M. (1978).— **Logiques industrielles de reconversion et politiques de mobilisation: le bassin minier Nord-Pas-de-Calais**, LARU-IDN, Villeneuve d'Ascq, 443 p.

ADEFI (1980).— **Les restructurations industrielles en France**, Economica, Paris, 236 p.

CNPF (1980).— **La restructuration industrielle et les hommes. Étude de six expériences de réemploi**, Institut de l'entreprise, Paris.

Pinet M., Convert B. (1982).— **L'art d'accommoder les restes. Conversion économique et changement social dans le bassin minier du nord de la France**, Thèse de 3^e cycle de sociologie, EHESS, Paris.

FORS (1983).— **Développement économique et social dans les agglomérations : restructuration industrielle et déstructuration sociale en Lorraine**, FORs, Paris, 35 p.

Gransteld I., Liu M. (1984).— "Choix de politiques industrielles, leurs incidences sur l'emploi : une comparaison Renault-Valéo", in **Les conditions sociales du changement technique et de la mutation industrielle**, CGP, ISEOR, Paris, pp. 1-17.

Hardy-Hémery O. (1984).— **De la croissance à la désindustrialisation. Un siècle dans le Valenciennois**, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 401 p.

Lettre de Matignon (1984).— L'emploi et les mutations industrielles, in **Lettre de Matignon**, n° 93, pp. 1-12.

Zarifian Ph. (1984).— "La politique industrielle dans la sidérurgie française de 1977 à 1983 : le jeu de l'échec", in **Cahiers du CRMSI**, n° 9, 108 p.

Croquette D. (1985).— "Intervention des organisations syndicales et des salariés sur la politique industrielle et les restructurations, le cas de la CFDT", in **Revue d'Économie Industrielle**, n° 31.

Sicard A.-S. (1985).— "Développement des PME : la méthode St-Gobain", in **L'Usine Nouvelle**, n° 15.

Barthélémy J.-R., Moissinac C. (1986).— **Logique des aides, logique des aidés : la reconversion dans trois pôles de conversion**, Fondation des Villes, CGP, Paris.

CRISE, RECONVERSION ET RÉDEVELOPPEMENT LOCAL

Rougé M.-F. (1961).— "Aménagement du territoire et conversion", in **Travail Social**, n° spécial, pp. 12-16.

Quesnel J. (1965).— "La reconversion du Boucau", in **Revue Française du Travail**, pp. 57-69.

Frimat B. (1979).— **Conversion industrielle et système économique : le Valenciennois**, Thèse de 3^e cycle en Économie, Université de Lille, Lille, 474 p.

Campagnac E., Veltz P. (1981).— **Crises et régulations locales : l'exemple de Calais**, SESAME, DATAR, Paris.

Micheau M. (1982).— "La reconversion des sites industriels", in **Les Annales de la Recherche Urbaine**, n° 15.

Perrin J.-C. (1983).— **La reconversion du bassin d'Alès : contribution à une théorie de la dynamique et de la politique locales**, Centre d'économie régionale, Aix-en-Provence, 48 p.

Burdillat M., Cunéo B., Haumont B., May N. (1984).— **Le fer, le faire et se produire. Territorial et analyses localisées. La pertinence du régional. Identité sociale et travailleur collectif**, in **Cahiers du CRMSI**, 82 p.

Daynac M., Millien A. (1984).— "Reconversion des zones de tradition industrielle, nouvelles mesures ou nouveaux objectifs ?", in **Revue d'Économie Régionale et Urbaine**, n° 4, pp. 601-626.

Barthélémy J.-R. (1985).— **La reconversion économique des villes minières**, Thèse de 3^e cycle en Géographie, Université de Toulouse II, Toulouse, 261 p.

Cocher C. (1985).— "Activités sensibles et pôles de conversion", in **Économie Lorraine**, n° 31, pp. 11-16.

Économie Lorraine (1985).— "Opération intégrée de développement du bassin sidérurgique lorrain : diagnostic, stratégie de développement et plan d'action", in **Économie Lorraine**, n° 35, pp. 20-22.

Pedon A. (1985).— **Étude comparative des politiques de reconversion dans les régions de tradition industrielle : le cas de la Lorraine, de la Sarre et de la province de Liège**, DEA d'économie du développement, Université de Nancy II, Nancy, 136 p.

DATAR (1986).— **Bilan des pôles de conversion**, DATAR, Paris.

Janvier Y. (1986).— **L'action des sociétés de reconversion et la pratique locale du développement**, DATAR, Paris, 85 p.

May N. (1986).— **Transformations économiques et transformations territoriales. Le bassin sidérurgique Nord-Lorrain**, GIP mutations Industrielles, Paris, 86 p. + ann.

Bellet M., Boureille B. (1987).— "Pôle de conversion : quelle entité économique ? L'exemple de Loire-Sud", in **Revue d'Économie Régionale et Urbaine**, n° 1, pp. 5-17.

Silvera R., Outin J.-L. (1987).— **Reconversion technologique et professionnelle dans un pôle de conversion : Le Creusot-Montceau-les-Mines. Les stratégies d'entreprises**, SET, Paris, 319 p.

Économie et humanisme (1988).— "L'État-partenaire : entretien avec J. Chereque", in **Économie et Humanisme**, n° 304, pp. 13-18.

Vennin B. (1988).— **Conversion industrielle. L'État et les autres**, CRESAL, St-Étienne, 303 p.

Vennin B. (1988).— "Conversion industrielle : une affaire d'État ?", in **Économie et Humanisme**, n° 304, pp. 19-29.

Villevall M.-C. (1988).— "Déstructuration d'une industrie et changements locaux du rapport salarial", in **Travail et Société**, vol. 13, n°4, pp. 379-394, BIT, Genève.

Marie-Claire Villevall
(GREE),

Philippe Enclos
et Catherine Marraud
(Institut régional du Travail),

Francis de Chassey
(Laboratoire de sociologie du travail),

Pierre-André Dupuis,
Gérard Fath
et Pierre Higelé
(Département des sciences de l'éducation)